

**PROCÉDURE ADAPTÉE AVEC PUBLICITÉ
MARCHÉ DE TRAVAUX
MISE AUX NORMES DU MUSÉE NISSIM DE
CAMONDO**



63, rue de Monceau 75 008 Paris

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP) N°2025_0002**

COMMUN A TOUS LES LOTS



Les Arts décoratifs

**107 rue de Rivoli
75001 Paris**

Avril 2025

Sommaire

| | |
|--|----|
| ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR | 3 |
| ARTICLE 2. OBJET ET CONTEXTE DE L'OPERATION | 3 |
| 2.1 Objet de l'opération | 3 |
| 2.2 Contexte de l'opération | 3 |
| ARTICLE 3. FORME DU MARCHÉ | 4 |
| 3.1 Type de passation | 4 |
| 3.2 Type de marché | 4 |
| 3.3 Allotissement et tranches | 4 |
| ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS | 5 |
| ARTICLE 5. DURÉE CONTRACTUELLE | 5 |
| 5.1 Durée du marché | 5 |
| 5.2 Délais d'exécution des travaux | 5 |
| ARTICLE 6. INTERVENANTS | 6 |
| ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE | 7 |
| 7.1 Sous-traitance | 7 |
| 7.2 Les groupements d'opérateurs économiques | 8 |
| ARTICLE 8. COMMUNICATION ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE | 8 |
| 8.1 Connaissance des lieux | 8 |
| 8.2 Communication générale | 8 |
| 8.3 Interlocuteur unique | 8 |
| 8.4 Obligations du titulaire | 9 |
| 8.5 Engagements du titulaire | 9 |
| ARTICLE 9. RÉUNIONS | 10 |
| ARTICLE 10. DOCUMENTS A TRANSMETTRE | 10 |
| 10.1 En période de préparation de chantier | 10 |
| 10.2 En cours de chantier | 10 |
| 10.3 En fin de chantier | 11 |
| ARTICLE 11. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXEXECUTION | 11 |
| ARTICLE 12. PRIX | 13 |
| ARTICLE 13. CONDITIONS DE PAIEMENT | 14 |
| 13.1 Paiement mensuel | 14 |
| 13.2 Décompte général définitif | 14 |
| 13.2 Retenue de garantie | 14 |
| ARTICLE 14. MODIFICATION DES TRAVAUX | 15 |
| ARTICLE 15. RÉCEPTION | 15 |
| ARTICLE 16. PÉNALITÉS | 15 |
| ARTICLE 17. RÉSILIATION | 17 |
| ARTICLE 18. ASSURANCES | 17 |
| ARTICLE 19. DÉROGATIONS | 17 |

ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR

Pouvoir adjudicateur : Les Arts Décoratifs
Association de 1901 reconnue d'utilité publique
107 Rue Rivoli, 75001 Paris
RCS Paris : 788 105 245
Représentée par sa Directrice Générale par intérim, Madame Camille Herody
Ci-après désigné « *le Pouvoir adjudicateur* » ou « *le Maître d'Ouvrage* ».

ARTICLE 2. OBJET ET CONTEXTE DE L'OPERATION

2.1 Objet de l'opération

La présente opération a pour objet les travaux de mise aux normes du musée Nissim de Camondo situé 63, rue de Monceau 75008 Paris.

Le présent Cahier des Clauses administratives particulières (CCAP) est commun à tous les lots des marchés de travaux de la présente opération et dont la nomenclature est fixée à l'article 3.3.

2.2 Contexte de l'opération

Le Musée Nissim de Camondo est un hôtel particulier construit en 1912 par l'architecte René Sergent pour Moïse de Camondo, qui y a vécu jusqu'à sa mort en 1935, afin d'y-abriter ses collections d'art du XVIIIème siècle.

L'hôtel particulier et le bâtiment des communs sur rue datant du 1864, abritent aujourd'hui un ensemble de trois ERP : un musée – ERP de 5^{ème} catégorie - des ateliers de formation (les ateliers du Carrousel) et un restaurant. L'ensemble est protégé au titre des Monuments Historiques.

La présente opération concerne la mise aux normes techniques du musée et des ateliers, pour :

- Les installations électriques
- L'accessibilité aux personnes à mobilité réduite
- La sécurité incendie et sureté

L'opération globale de mise aux normes du site se déroule en plusieurs phases distinctes :

1. Le chantier Préparatoire : De décembre 2024 à mars 2025, comprenant le déménagement du mobilier, la protection des œuvres restées sur place et la réalisation des déposes, en conservation, des parquets et boiseries et appareillages électriques (prises) nécessaires pour permettre les passages ultérieurs des réseaux techniques.

2. Le chantier Principal objet de la présente consultation

3. La remise en état : La repose des éléments de parqueterie et de boiserie déposés, le démontage des protections œuvres et la réinstallation du mobilier.

Le périmètre de l'opération englobe les espaces du musée et des ateliers du Carrousel – hors restaurant. Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'organiser le déroulement des travaux de manière distincte et successive, avec un phasage éventuel permettant l'ouverture au public des espaces du musée en amont, pendant la réalisation des travaux dans les ateliers du Carrousel, en site occupé, ouvert au public. De manière exceptionnelle, certaines interventions mineures pourront se dérouler de manière concomitante.

ARTICLE 3. FORME DU MARCHÉ

3.1 Type de passation

Le marché est passé en mode « procédure adaptée avec publicité » en application de l'article L.2123-1 du Code de la Commande Publique (C.C.P).

3.2 Type de marché

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) complète, précise et déroge à certaines dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

3.3 Allotissement et tranches

Décomposition en lots

Les travaux de la présente opération sont passés en corps d'état séparés et traité en 5 lots isolés décomposés comme suit (décomposition ci-dessous). Chaque lot fait l'objet d'un marché indépendant juridiquement mais lié techniquement à la réalisation des autres marchés. Les candidats pourront répondre à un ou plusieurs lots :

| N° des lots | Désignation des lots |
|--------------------|--|
| Lot 1 | CFO – CFA – SSI - GTB |
| Lot 2 | Second œuvre bois / métal |
| Lot 3 | Gros œuvre– Maçonnerie – Plâtrerie – Revêtements – Plomberie |
| Lot 4 | Peintures |
| Lot 5 | Traitement de l'amiante – sera conclu ultérieurement |

Le terme « marché » s'entend indifféremment de l'ensemble du marché global ou de chacun des lots qui le composent, pris individuellement, sauf indication contraire expresse. Toute disposition faisant référence au « marché » s'applique donc, sauf précision contraire, tant à l'intégralité du marché qu'à chacun des lots qui le constituent.

Décomposition en tranches

Pour les lots 1, 2, 3 et 5, les travaux de la présente opération seront réalisés en **une tranche ferme**.

Pour le lot 4 « Peintures », les travaux sont réalisés en une tranche ferme et **une tranche optionnelle 01** « Peinture décorative sur équipements techniques », qui est décrite dans la description des ouvrages du lot concerné.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'affermir ou de renoncer à l'affermissement de cette tranche optionnelle.

La tranche optionnelle sera affermée par décision du Maître d'ouvrage notifiées au titulaire. Elle pourra être affermée pendant toute la durée du marché.

Aucune indemnité d'attente ou de dédit ne sera versée au titulaire en cas de non-affermissement de la tranche optionnelle par le Pouvoir adjudicateur. Le titulaire ne pourra élever aucune contestation quant à la décision d'affermir ou non la tranche optionnelle.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.3.1 du CCAG, les pièces constituant le marché prévalent les unes sur les autres dans l'ordre où elles sont énumérées ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) pour chacun des lots et ses annexes 1 (demande d'acceptation de sous-traitant) et 2 (répartition des paiements entre cotraitants), le cas échéant ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) commun à tous les lots ;
- Les Cahier des Clauses Technique particulières (C.C.T.P) propre à chaque lot ;
- Les pièces graphiques du dossier de consultation des entreprises ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux ;
- Le plan général de coordination (PGC SPS) ;
- Le Rapport initial de conformité technique (RICT) du bureau de contrôle ;
- Les diagnostics et prélèvements amiante avant travaux
- Les diagnostics plomb avant travaux
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) de chacun des lots. Les prix unitaires seront utilisés pour le chiffrage des travaux modificatifs et/ou supplémentaires ;
- Le mémoire technique de l'Entrepreneur ;
- Le calendrier d'exécution détaillé qui sera établi conjointement par le Maître d'Ouvrage et son représentant, le Maître d'œuvre et l'Entrepreneur dans la limite du délai maximum d'exécution indiqué dans l'article 5 ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicable aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

Outre ces pièces particulières citées plus haut, le titulaire est réputé connaître et respecter :

- Les lois et règlements applicables au présent marché ;
- Les Documents Techniques Unifiés (DTU et NF DTU),
- L'ensemble des règlements administratifs de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public,
- Les ATEX délivrés par le CSTB,
- Les textes et normes applicables pour la protection de l'environnement et du voisinage contre les nuisances,
- Les guides techniques et manuels édités par la direction générale des patrimoines du ministère de la culture et de la communication.

ARTICLE 5. DURÉE CONTRACTUELLE

5.1 Durée du marché

Le présent marché prendra effet à compter de sa date de notification jusqu'à la complète exécution des travaux (levée de l'ensemble des réserves à la réception et de parfait achèvement) et la clôture financière et administrative de l'opération.

5.2 Délais d'exécution des travaux

Pour la tranche ferme (tous les lots)

Le délai d'exécution des travaux tous corps d'état (tous lots confondus) est de dix-sept (17) mois dont quatre (4) semaines de période de préparation à compter de la notification de l'ordre de service et devra respecter le calendrier transmis dans le DCE pour chacun des lots.

Les travaux se dérouleront en deux phases successives :

- Phase 1 : Zones musée
- Phase 2 : Zone Ateliers du Carrousel

Le calendrier prévisionnel des travaux joint au marché précise le délai d'exécution propre à chaque lot pour chacune des deux phases.

Pour la tranche optionnelle (lot 4) le délai global d'exécution des travaux de la tranche optionnelle est fixé à quatre (4) semaines et trois (3) semaines de période de préparation, à compter de la date de démarrage des travaux mentionnée dans la décision d'affermissement de chaque tranche, qui sera notifié au titulaire.

ARTICLE 6. INTERVENANTS

Maitrise d'ouvrage :

Les prestations du titulaire du présent marché seront réalisées sous la Maitrise d'ouvrage de la Direction du Bâtiment et de la sécurité du Musée des Arts Décoratifs (MAD).

Maitrise d'œuvre :

FRANCOIS BRUGEL ARCHITECTES ASSOCIES (FBAA) mandataire
2 cour de la Grâce de Dieu, 75010 Paris

SAS ATELIER CORD, architecte du patrimoine
32 rue Fongate 13006 Marseille

OCI, Bureau d'études techniques
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

BET CADENCE pour le traitement amiante
9 rue de Domrémy 75013 Paris

L'ensemble des prestations graphiques et écrites et plans de détails établis par la maîtrise d'œuvre est fourni dans le dossier de consultation. Les compléments nécessaires à ces documents pour la réalisation des ouvrages, sont à la charge de l'entreprise, ainsi que toutes les études d'exécution et compléments de relevés éventuels.

Contrôleur technique :

SOCOTEC Construction
AGENCE CONSTRUCTION & IMMO. MEUDON
Pôle Construction Paris - IDF Ouest

Coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS) :

L.C.A. "Les Coordonnateurs Associés"
4 rue Saint Saens
77300 FONTAINEBLEAU

Coordinateur en matière de système de sécurité incendie (SSI) :

Bureau Veritas Solutions | Région IDF

Pôle « Paris Est »
6 boulevard Archimède 77420 Champs-sur-Marne

Ordonnancement, Pilotage et Coordination de chantier (OPC) :

KOBALT

25 rue du Maréchal FOCH
78000 VERSAILLES

Cellule de Synthèse :

Il n'est pas prévu de mission de synthèse

Les travaux seront réalisés sous le contrôle scientifique et technique de la Direction régionale des affaires culturelles et des conservateurs du monument et de ses collections du Musée des Arts Décoratifs.

ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE

7.1 Sous-traitance

La sous-traitance totale de l'exécution du marché est interdite.

Toutefois, la sous-traitance partielle est possible, l'entrepreneur principal devant exécuter une part significative du marché avec sa propre main-d'œuvre.

En cas de sous-traitance, l'entrepreneur demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché. Il avise ses sous-traitants qu'ils sont soumis à ces mêmes obligations et est responsable de leur coordination, quel que soit le niveau de sous-traitance.

L'entrepreneur doit s'assurer que le sous-traitant proposé à l'agrément présente les qualifications nécessaires pour exécuter la partie des travaux sous-traités, et que son personnel remplit les conditions pour travailler dans un site protégé. L'ensemble des qualifications et références qui ont été exigées au titulaire dans le marché initial sont exigées au sous-traitant pour la partie sous-traitée.

Il est interdit à l'entrepreneur de sous-traiter l'exécution du marché sans avoir, au préalable, obtenu du Maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement conformément aux dispositions des articles R. 1293-1 à R. 2193-22 du Code de la Commande Publique.

L'entrepreneur doit transmettre au Maître d'Ouvrage la déclaration de sous-traitance signée par lui-même et le sous-traitant accompagnée des documents administratifs du sous-traitant. L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement font l'objet d'un accord écrit du Maître d'ouvrage.

L'acceptation et l'agrément donnés par le Maître d'ouvrage ne valent que dans la limite des prestations que l'entrepreneur aura déclaré vouloir sous-traiter. Un sous-traitant ne peut pas revendiquer le paiement de prestations non expressément visées dans la déclaration de sous-traitance.

En cours d'exécution du marché, l'entrepreneur est tenu de déclarer sans délai au Maître d'ouvrage les modifications relatives aux renseignements mentionnés dans une déclaration de sous-traitance. Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que lorsque le Maître d'ouvrage a accepté et agréé ses conditions de paiement.

Toute augmentation du montant des travaux sous-traités ou modification dans la répartition des travaux entre l'entrepreneur et ses sous-traitants doit faire l'objet d'une demande préalable auprès du Maître d'ouvrage.

L'entrepreneur doit apporter la preuve qu'il n'existe pas de cession ou nantissement de créances faisant obstacle à la mise en place d'un paiement direct pour les travaux sous-traités à la suite des modifications visées ci-dessus.

En tout état de cause, l'ensemble des exigences, conditions d'exécution et toutes les dispositions issues du marché s'appliquant au titulaire s'appliquent aux sous-traitants pour la partie sous-traitée.

7.2 Les groupements d'opérateurs économiques

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire. Si la forme choisie est le groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire.

Les candidats sont informés que :

- Il leur est interdit de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- Un même opérateur économique n'est pas autorisé à présenter plusieurs offres en qualité de mandataire d'un groupement et de soumissionnaire individuel.

Les candidats ne sont pas autorisés à modifier la forme du groupement en cours de procédure.

L'appréciation des capacités des groupements d'entreprises est globale.

ARTICLE 8. COMMUNICATION ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1 Connaissance des lieux

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des documents constitutifs du marché et s'être rendu sur site, et de ce fait, avoir pris en compte toutes les implications et installations dans le montant de son offre.

Il reconnaît avoir identifié toutes les incidences sur l'organisation de ses prestations, les moyens à mettre en œuvre, ainsi que toutes les mesures particulières à prendre pour garantir la réalisation de ses prestations dans les délais impartis.

8.2 Communication générale

Les communications et notification y compris la transmission des situations sont effectuées par des moyens de communication électronique.

Seuls les plans d'exécution dépassant le format A3 pourront être adressés sous format papier, par tous moyens permettant d'accuser réception, à l'adresse du siège social du Maître d'Ouvrage en indiquant la Direction du Bâtiment et de la Sécurité (DBS).

8.3 Interlocuteur unique

L'entrepreneur devra dès notification du marché (pour chacun des lots) désigner une personne physique responsable pour le représenter dans l'exécution du marché. Son identité ainsi que ses coordonnées (mail, numéro de fixe et portable) seront communiquées au Maître d'Ouvrage, et tout changement lui sera également transmis, sans délai.

L'interlocuteur unique doit être joignable aux horaires de bureau de 8h30 à 18h.

L'interlocuteur unique doit être présent lors des réunions de chantiers.

En cas d'indisponibilité de l'interlocuteur unique, l'entrepreneur a pour obligation de désigner une autre personne et en informer sans délai le Maître d'Ouvrage.

8.4 Obligations du titulaire

Le titulaire, ainsi que ses cotraitants et sous-traitants, remet les attestations délivrées par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales, datant de moins de 6 mois. La preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être apportée tous les six (6) mois par le titulaire, ainsi que les cotraitants et sous-traitants, par l'envoi (électronique) :

- d'une attestation de fourniture de déclarations sociales de moins de 6 mois ;
- d'un numéro unique d'identification (numéro SIREN) ou à défaut, un extrait KBis de moins de 3 mois ou carte d'identification du RM.

8.5 Engagements du titulaire

Le titulaire s'engage à agir avec toute la diligence souhaitable et à mettre en œuvre les moyens qui permettent d'éviter autant que faire se peut les surcoûts et les retards évitables qui pourraient découler de son intervention.

Il s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès du Maître d'ouvrage, compte tenu des natures et domaines d'intervention qui lui sont confiés par le présent marché. Toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution de la mission conférée par le marché sont réputées incluses dans le marché y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique, et sauf exclusion expresse.

Il doit mettre en garde le Maître d'ouvrage contre les conséquences fâcheuses de dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission. Il est tenu, ainsi que les membres de son équipe, à une obligation de conseil portant sur tous les aspects de la mission, qui sera entendue de la manière la plus générale qui soit et qui les obligera à attirer l'attention du maître d'ouvrage sur toutes les difficultés ou questions ressortant de leur spécialité, quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une stipulation particulière du présent marché.

Pour l'exécution de ses travaux, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de chantier et de coordination organisées par le maître d'ouvrage dès lors que des questions le concernant y sont abordées.

L'équipe du titulaire, et de ses sous-traitants le cas échéant, est qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations à exécuter aux différentes phases des travaux, ainsi qu'aux conditions et objectifs particuliers de l'exécution des ouvrages. Le maître d'ouvrage peut, à tout moment, demander au titulaire le remplacement d'un ou plusieurs membres, s'il le juge nécessaire. Si l'un des membres de l'équipe n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire du marché doit en aviser immédiatement le maître d'ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

Par ailleurs, le titulaire s'engage, si cela s'avère nécessaire pour mener à bonne fin ses missions à augmenter l'effectif de son équipe sans accroissement de sa rémunération.

Pendant l'exécution des travaux, le titulaire s'engage à communiquer directement leurs études d'exécution aux organismes de contrôle de la conformité qui interviennent pour le compte du maître d'ouvrage (bureau de contrôle) et le CSPS et de s'assurer que leurs avis soient pris en compte avant la réalisation de ses travaux.

Durant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés, soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations, lors de son intervention. Ses les intervenants demeurent sous sa responsabilité (législation du travail, sécurité du travail, congé payés, déplacements).

Il prend à sa charge tous les risques de responsabilité civile (accidents, incendies, exploitations, vols, dégâts des eaux, gel...) en découlant. A cet effet, il doit contracter une assurance prenant effet au moins à la date du début d'exécution du marché.

ARTICLE 9. RÉUNIONS

L'entrepreneur, y compris les sous-traitants désignés prendront part, avec les autres intervenants, aux réunions de préparation prévues par le Maître d'Ouvrage et par le Maître d'Œuvre.

Les réunions de chantiers se feront de manière hebdomadaire, l'interlocuteur unique doit être présent.

Un compte rendu sera établi après chaque réunion par l'OPC et/ou le Maître d'Œuvre.

ARTICLE 10. DOCUMENTS A TRANSMETTRE

10.1 En période de préparation de chantier

- Protocole / mode d'exécution des travaux, par tâche élémentaire y compris les ouvrages provisoires et faisant apparaître les interventions en coordination avec d'autres corps d'état pour validation du MOE
- Délais d'exécution, par tâches propre à son lot ainsi que les délais de fabrication et/ou de fourniture des approvisionnements à transmettre à l'OPC dans un délais maximum de 7 jours calendaires à compter de la notification de l'OS de démarrage
- Plan d'organisation de chantier et PPSPS à soumettre à la validation du coordonnateur SPS avant démarrage des travaux

- Constitution de l'équipe chargée des études d'exécution et des travaux et désignation de l'interlocuteur unique
- Transmission des plans d'exécution, études de détails d'exécution notes de calculs, fiches techniques notes de montages pour visa du maître d'œuvre
- Transmission des fiches techniques et certificats de conformité des produits proposés
- Transmission des échantillons et des prototypes pour la validation du MOA, MOE et des institutions compétentes

L'ensemble de ces documents sont à transmettre au MOE et MOA avant la fin de la période de préparation.

10.2 En cours de chantier

- Avis techniques, notices techniques, documentations, PV d'essais et certifications des qualités des matériaux et matériels utilisés
- Plans d'exécution accompagnés des notices explicatives et des caractéristiques des matériaux et matériels utilisés, plans d'atelier et de chantier, notes de calculs et descriptions de contrôles à effectuer
- Plans de détails établis pour l'exécution de l'ouvrage en coordination avec les autres corps d'état. Les Arts décoratifs peuvent demander tous les détails supplémentaires qu'elle juge nécessaires
- Résultats des contrôles et essais éventuels
- Liste des documents d'exécutions sur demande du Maître d'Œuvre.
- L'entrepreneur devra faire parvenir ses situations de travaux au Maître d'Œuvre cinq (5) jours avant la fin de chaque mois pour validation.

Chaque situation devra contenir les informations visées à l'article 12.1 et 12.2 des CCAG.

10.3 En fin de chantier

Le Dossier des ouvrages exécutés (DOE) est à remettre par l'entrepreneur à la validation du Maître d'Œuvre au plus tard lors des opérations préalables à la réception comprenant notamment :

- Tous les plans, documents d'exécution et schémas des ouvrages exécutés dans leur dernière version telle que validés par le MOE
- les fiches des contrôles et essais effectués pendant travaux,
- les attestations de conformité, procès-verbaux d'essais et de mise en service établis suivant les modèles figurant dans le document technique en vigueur,
- les notices et guides de fonctionnement, de conduite, de maintenance et d'entretien des installations et des matériels, en langue française (gamme de maintenance)
- Les analyses fonctionnelles, schémas de fonctionnement, essais de mise en service, cahier de recettage et tout document utile attestant du bon fonctionnement et permettant la bonne prise en main des équipements par le mainteneur.
- la nomenclature des pièces de rechange avec désignation complète, références, fournisseurs et adresses,
- les notes de calculs,
- les notices techniques de matériels

Le dossier des ouvrages exécutés visés par le MOE sera à transmettre en 5 exemplaires papiers et un exemplaire sur clé USB. Ils seront classés dans des classeurs de format A4 (ou pliés au format A4) avec des couvertures des classeurs, chemises et autres identifiées par une feuille au format A4 comportant l'identification de l'opération et du lot concerné. Le dossier sera présenté en boîte d'archive.

L'entrepreneur a l'obligation d'instruire et de former pour la mise en exploitation et la maintenance le personnel de l'établissement aux outils et équipements installés par ses soins. A ce titre, il assure à minima deux sessions sur site dans les conditions suivantes :

- Formation de base à l'issue des travaux, avant la réception,
- Formation complémentaire pour mise à niveau des connaissances 3 mois après la réception

ARTICLE 11. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

11.1 Coactivité :

Le chantier n'est pas totalement clos et indépendant. Il présentera une coactivité avec le personnel des Arts décoratifs : agents de sécurité, conservateurs, restaurateurs. En particulier 3 restaurateurs de mobiliers travailleront dans l'Hôtel particulier pendant la période de travaux.

Par ailleurs, l'attention du titulaire est attirée sur le fait que le maître d'ouvrage se réserve le droit d'organiser le déroulement des travaux de manière distincte et successive, avec un phasage éventuel permettant l'ouverture au public des espaces du musée en amont, pendant la réalisation des travaux dans les ateliers du Carrousel, en site occupé, ouvert au public. De manière exceptionnelle, certaines interventions mineures pourront se dérouler de manière concomitante.

11.2 Protection des ouvrages :

Les travaux se déroulant dans un monument historique classé, l'entreprise doit prendre toutes dispositions afin de ne pas endommager les bâtiments, ouvrages et tout autre élément neufs ou existants. En plus d'assurer la protection de ses ouvrages et de ses matériaux contre les dégradations prévisibles provenant du déroulement du chantier jusqu'à la réception des travaux, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions

nécessaires à la protection des ouvrages existants – neufs ou anciens - à proximité de ses interventions ou dans le périmètre général du chantier.

A ce titre, il devra également prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire les risques de dégagement des poussières lors de ses interventions, les travaux se déroulant à proximité immédiate d'œuvres et collections historiques. **Des mesures de protection de type aspiration à la source, sas étanche contre la propagation de poussière sont à prendre en compte à la charge de l'entrepreneur, ainsi que les nettoyages réguliers avec des produits adaptés** (pas de nettoyage à l'eau ni au balai) selon les prescriptions du conservateur pour éviter la propagation de poussière sur les collections.

Chaque entrepreneur prendra soin de faire constater au maître d'œuvre les dégradations et l'état de l'existant avant son intervention dans une zone, le cas échéant.

11.3 Dégradations

Chaque titulaire est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception, même s'ils sont utilisés provisoirement pour les besoins du chantier. Il appartient à l'entreprise de prendre toutes les mesures nécessaires pour en assurer la sauvegarde et protection. Ces mesures ne doivent en aucun cas constituer une gêne pour l'intervention des autres entreprises ou pour l'exploitation et la sécurité du site.

En cas de constat de dégradation, à tout moment du chantier, le maître d'œuvre désigne sans recours possible de celui-ci le responsable de cette dégradation en fonction des données dont il dispose. Les frais de réparation seront imputés au responsable. Les protocoles et matériaux de remise en état seront soumis à la validation du maître d'œuvre et maître d'ouvrage et seront réalisées par des entreprises ou restaurateur qualifiés en conséquence, sur prescription du conservateur le cas échéant.

Si un doute important existe quant au responsable de la dégradation, cette responsabilité sera supposée collective et les frais de réparation seront répartis entre l'ensemble des titulaires des lots de l'opération.

11.4 Nettoyage

Le chantier et ses abords doivent être maintenus propres et nets de tous déchets durant les périodes d'exécution.

Il n'est pas prévu de gestion de bennes communes à l'ensemble du chantier, ni de zone de stockage sur le chantier. Les déchets sont évacués quotidiennement, au fur et à mesure des besoins à flux tendu par chaque entrepreneur.

Tous travaux de remise en état dus au non-respect de cette prescription seront à la charge de l'entrepreneur.

11.5 Amiante et Plomb

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur la présence d'amiante et de plomb dans le site.

Les matériaux contenant de l'amiante concernés par le périmètre d'intervention seront traités par encapsulage ou retrait, par un lot spécifique – Lot 5 Traitement de l'amiante.

Les entreprises titulaires de chaque lot doivent toutes les précautions et protections nécessaires afin d'éviter la propagation de poussières de plomb selon les protocoles de protections collectives ou individuelles prévues par le plan de prévention des risques et PGC.

En cas de survenance de pollutions accidentelles au plomb ou à l'amiante dues à la responsabilité d'une entreprise n'ayant pas respecté les protocoles de protections collectives et de nettoyage des zones, les coûts

de décontamination et de nettoyage seront imputés à l'entreprise défaillante ou aux entreprises défaillantes si la responsabilité est partagée). Ces travaux de nettoyage seront assurés par le titulaire du lot 5 Traitement de l'amiante.

11.6 Accès personnel :

L'entrepreneur devra adresser avant le début du chantier la liste et la carte d'identité ou titre de séjour de l'ensemble de ses personnels travaillant sur le chantier à :

mona.ben-naji@madparis.fr

L'accès au chantier se fait par le 63, rue de Monceau 75008 Paris

Chaque matin, le personnel se présente à l'accueil, signe le registre de présence et récupère son badge chantier.

Chaque fin de journée, le personnel signe le registre de sortie et dépose son badge chantier.

11.7 Permis feu :

Chaque entreprise prévoyant de travailler sur points chauds ou même de faire de la poussière est tenue de demander un permis feu au chef d'équipe au PC sécurité du musée Nissim de Camondo.

Ce permis se demande chaque matin et doit être renouvelé tous les jours et à signer par le responsable qualifié de l'entreprise ainsi que par l'opérateur réalisant la prestation génératrice du risque

11.8 Occupation temporaire du domaine public :

Les autorisations d'occupation temporaire du domaine public et les permissions de voirie devront être demandées par l'entrepreneur à l'autorité compétente y compris de remise en état, seront à la charge de l'entrepreneur.

Le maître d'ouvrage doit être tenu informé du dépôt et des différentes phases d'instruction de chacune des demandes d'autorisation.

ARTICLE 12. PRIX

Le Marché est conclu à prix global et forfaitaire.

Les prix de chaque lot sont non actualisables, révisables pendant toute la durée du Marché suivant les modalités ci-dessous.

Le titulaire peut renoncer à la révision des prix. Il doit l'indiquer dans l'acte d'engagement du lot attribué.

Les prix de chaque lot sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres figurant à l'Acte d'Engagement. Ce mois est appelé "mois M0".

L'index de référence au regard du type de travaux est le BT01.

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul est donné par la formule :

$$Cn = 0,15 + 0,85 \ln/I0$$

Les index In, et I0 sont les index de révision pris respectivement au mois d'exécution et au mois M0 de chaque lot.

Le titulaire devra présenter la révision des prix de son lot sur chaque situation mensuelle d'avancement présentée. La valeur de l'index In correspond au dernier indice définitif connu à la date de la situation.

L'offre financière de l'entrepreneur comprend la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) selon les différentes prestations à exécuter. Les quantités sont mentionnées à titre indicatif et ne sont pas contractuelles.

Les prix forfaitaires indiqués dans la DPGF sont en euros et hors taxes. Ils incluent l'ensemble des frais et charges nécessaires à l'exécution des prestations objet du Marché, de sorte qu'aucun élément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter et notamment (sans exhaustivité) :

- Frais de main-d'œuvre, fourniture et transport nécessaires ;
- Frais généraux et bénéfices ;
- Charges sociales et fiscales ;
- Frais d'assurance ...
- Frais de dépenses communes du chantier
- Les frais liés aux nettoyages, évacuations de déchets, remises en état et toutes sujétions de protections des ouvrages et des zones d'intervention
- Les frais de formation du personnel du MAD et de maintenance pour la conduite, la maintenance et l'entretien des installations
- Toutes éventuelle incidence financière résultant d'une astreinte technique à assurer en vue d'effectuer les réparations éventuelles d'urgence et réglages des installations à partir de la date de réception ou de la réception partielle,
- Les frais d'avis de chantiers éventuels

ARTICLE 13. CONDITIONS DE PAIEMENT

13.1 Paiement mensuel

Le Maître d'Ouvrage procède au paiement sur situation mensuelle adressée par l'entrepreneur.

Les délais de paiement sont de 30 jours à compter de la date de transmission de la situation mensuelle approuvée par le Maître d'Ouvrage et le maître d'œuvre.

13.2 Décompte général définitif

La dernière échéance mensuelle est établie après la réception des travaux du marché.

Le décompte général définitif (DGD) est adressé au Maître d'Ouvrage par l'entrepreneur dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception. Le Maître d'Ouvrage notifie sa réponse à l'entrepreneur dans un délai de trente (30) jours.

Le paiement des sommes dues par le Maître d'Ouvrage se fera dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la réponse au DGD.

Les situations seront vérifiées par la MOE puis sont adressées à l'adresse électronique suivante : nathalie.suret@madparis.fr pour validation.

13.2 Retenue de garantie

Il sera appliqué une retenue de garantie de 5 % sur le montant de chaque situation mensuelle, dans les conditions prévues aux articles R.2191-32 à R.2191-35 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2191-36 du code de la commande publique, la retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire. Dans ce cas, le titulaire devra présenter sa garantie à première demande ou caution personnelle et solidaire **avant**

l'établissement de la première situation d'avancement. Si la demande n'est pas formulée avant l'établissement de la première situation d'avancement, une retenue de garantie de 5% sera systématiquement appliquée sur chaque situation mensuelle durant l'ensemble de l'exécution du marché et il ne sera plus possible de le cautionner.

ARTICLE 14. MODIFICATION DES TRAVAUX

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG, les modifications dans l'importance et/ou la nature des travaux, qu'elle qu'en soit la cause ou la partie qui en fait la demande, devront faire l'objet d'un accord écrit du Maître d'Ouvrage, déterminant les incidences notamment en matière de prix et de délais, formalisé dans le cadre d'un avenant.

Toutefois, en cas d'accord écrit du Maître d'Ouvrage, sur ces modifications et/ou travaux supplémentaires, sur un compte rendu de réunion ou lors d'échanges écrits, y compris par voie électronique, et sans attendre la formalisation d'un avenant, l'entrepreneur devra démarrer l'exécution des travaux supplémentaires ou modificatifs, ainsi acceptés, et respecter les délais modificatifs convenus. Ces travaux modificatifs et supplémentaires peuvent notamment être notifiés à l'entreprise par Ordre de service établis par le maître d'œuvre et expressément validé par le maître d'ouvrage, qu'il signe systématiquement, par dérogation à l'article 3.8.1. du CCAG – Travaux.

L'entreprise s'engage à fournir au MOA et au MOE les devis des travaux supplémentaires, avec les impacts calendaires associés, dans un délai de 15 jours calendaire à compter de la demande du MOE ou MOA. Les prix unitaires de la DPGF seront utilisés pour le chiffrage des travaux modificatifs et/ou supplémentaires.

Il est précisé qu'en cas de diminution de la masse des travaux inférieure ou égale à 15% du montant initial prévu, l'entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation.

Marchés de prestations similaires

Conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché de travaux sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire dans le cadre de la présente mise en concurrence.

ARTICLE 15. RÉCEPTION

La réception sera prononcée par le Maître d'Ouvrage.

Des réceptions partielles pour des ouvrages bien identifiés pourront être prononcées à l'achèvement de ces ouvrages ou parties d'ouvrages dans les conditions prévues à l'article 42 du CCAG – Travaux. Cela concerne notamment la zone Musée dont les travaux se dérouleront en une phase séparée de la zone Ateliers du Carroussel.

En cas de mise à disposition anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, il sera fait application de l'article 43 du CCAG – Travaux.

ARTICLE 16. PÉNALITÉS

16.1 Pénalités de retard

Pénalités de retard en cours d'exécution

Par dérogation aux dispositions de l'article 19 du CCAG Travaux, en cas de retard constaté en cours d'exécution des travaux par rapport au planning d'exécution pour des faits imputables à l'entrepreneur une pénalité provisoire de cinq cents euros (500 €) par jour de retard sera appliquée.

Cette pénalité de retard est également applicable en cas de retard dans la levée des réserves constatées à la réception ou en période de garantie de parfait achèvement. Elle est également applicable en cas de retard dans la remise des échantillons et prototypes

Ces pénalités sont appliquées du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'œuvre sans mise en demeure préalable.

Pénalités de retard dans l'achèvement des travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux et après mise en demeure, notifiée par tous moyens écrits avec accusé de réception, restée sans effet (c'est-à-dire si le retard constaté n'est pas rattrapé) à l'issue d'un délai de sept (7) jours (par dérogation à l'article 21.1 du CCAG), courant à compter de la réception de ladite mise en demeure, une pénalité de mille euros (1000 €) par jour calendaire de retard sera appliquée.

Cette pénalité de retard est également applicable en cas de retard dans l'achèvement de la phase 1 des travaux (zone musée Nissim de Camondo).

16.2 Autres pénalités

En complément des pénalités de retard décrites ci-dessus, il sera appliqué :

- En cas de retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :
Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par ces installations sont compris dans le délai d'exécution. En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG – Travaux, sans préjudice d'une pénalité de 300 euros HT (trois cents euros) par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG – Travaux, le délai de 30 jours est ramené à 10 jours, après mise en demeure par simple lettre ou courriel électronique.

Cette pénalité est également applicable en cas de retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux à l'issue de la phase 1 (zone musée Nissim de Camondo) :

- en cas de retard dans la fourniture document exigé dans le marché, une pénalité de cent euros (100 €) par jour de retard sur simple constatation du retard sans mise en demeure préalable. Cette pénalité est également applicable pour les retards de fourniture de prototypes, échantillons et tout document d'exécution demandé par le MOE, MOA ou ses représentants.
- en cas d'absence non justifiée aux réunions de chantier, réunions de préparation et de réception une pénalité de deux cent euros (200 €) par absence non justifiée en réunion de chantier sur simple constatation de l'absence sans mise en demeure préalable.
- en cas de non-respect des conditions d'hygiène et de sécurité, une pénalité de trois cents euros (300 €) par infraction constatée sans mise en demeure préalable. Cette pénalité est applicable en cas de défaut de nettoyage constatée sur le chantier ou de non-respect des remarques du coordinateur SPS.

- en cas de constat de dégradation à tout moment du chantier, le maître d'œuvre désigne le responsable de cette dégradation en fonction des données dont il dispose conformément à l'article 10. Toute dégradation constatée d'ouvrages existants, non remise en état dans les délais et les prescriptions imposées par le maître d'œuvre ou d'ouvrage, sera remise en état aux frais de l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG – Travaux, sans préjudice d'une pénalité de 500 € HT (cinq cents euros) par jour de retard. Les frais de réparation seront imputés au responsable.

En tout état de cause, les interventions de remise en état après dégradation, qu'elles soient réalisées par le titulaire ou à ses frais et risques, seront réalisées par une entreprise compétente et habilitée à intervenir sur des ouvrages historiques classés, dont l'agrément est soumis à la validation du MOE et MOA et selon un protocole d'intervention à faire valider préalablement par le MOE et MOA.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. L'entrepreneur reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

En outre, l'application des pénalités contractuelles est effectuée sans préjudice de la faculté du Maître d'Ouvrage de prononcer toute autre sanction ou de résilier unilatéralement le Marché par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17. RÉSILIATION

En complément des dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG, les parties conviennent que le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au Code de la Commande Publique complétées par les dispositions du Code Civil relatives à la résolution des contrats privés.

ARTICLE 18. ASSURANCES

L'entrepreneur titulaire, ainsi que les cotraitants ou sous-traitants, doivent justifier de ses assurances dans les conditions prévues par l'article 8 du CCAG, et avant tout commencement d'exécution des prestations, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

ARTICLE 19. DÉROGATIONS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, il n'est pas prévu de liste récapitulative des articles du CCAG Travaux auxquels le présent CCP déroge.

Fait à Paris, le

Le titulaire

Le Pouvoir adjudicateur